

MINUSMAHEBDO

BULLETIN HEBDOMADAIRE D'INFORMATION DE LA MINUSMA • numéro 40 • octobre 2015



LES VIOLENCES SEXUELLES BASÉES SUR LE GENRE : UNE PRÉOCCUPATION MAJEURE DE LA MINUSMA

LA MINUSMA SOUTIENT LE PROJET « PAROLES DE SAGESSE » POUR REDÉCOUVRIR LES MANUSCRITS ANCIENS DU MALI

L'UNPOL ET LA POLICE NATIONALE MALIENNE À TOMBOUCTOU MÈNENT UNE PATROUILLE CONJOINTE ET NOCTURNE DE HAUT NIVEAU

MISSION MULTIDIMENSIONNELLE • PROTECTION DES CIVILS • PAIX & COHÉSION SOCIALE •
ACCORD DE PAIX : LA SOLUTION • FORUM COMMUNAUTAIRE • DIALOGUE INCLUSIF • REFORMES
DU SECTEUR DE SÉCURITÉ • ACCORD D'ALGER • ENSEMBLE REUSSIR LA PAIX

MINUSMAHEBDO

40

SOMMAIRE

DANS CE NUMÉRO

3 LA MINUSMA SOUTIENT LE PROJET « PAROLES DE SAGESSE » POUR REDÉCOUVRIR LES MANUSCRITS ANCIENS DU MALI

5 LA MINUSMA DOTE LE VILLAGE DE KANI-COGOUNA D'UNE ADDUCTION D'EAU POTABLE

6 TOMBOUCTOU : UN PROJET À IMPACT RAPIDE POUR RENFORCER LA DIRECTION RÉGIONALE DE LA POLICE MALIENNE

8 UNE RÉALISATION SUPPLÉMENTAIRE MINUSMA : LA MAISON D'ARRÊT DE DOUENTZA RÉHABILITÉE ET ÉQUIPÉE !

10 LES VIOLENCES SEXUELLES BASÉES SUR LE GENRE : UNE PRÉOCCUPATION MAJEURE DE LA MINUSMA

13 L'UNPOL ET LA POLICE NATIONALE MALIENNE À TOMBOUCTOU MÈNENT UNE PATROUILLE CONJOINTE ET NOCTURNE DE HAUT NIVEAU

14 LA MINUSMA EXPLIQUE SA MISSION AUX LYCÉENS DE MOPTI

15 COMMUNIQUÉ DE L'EXPERT INDÉPENDANT SUR LES DROITS DE L'HOMME AU MALI

16 L'ACTUALITÉ DE LA MINUSMA EN BREF

17 COMMUNIQUÉS



Adoptez l'éco-attitude
N'imprimez ce document
que si cela est nécessaire !

LA MINUSMA SOUTIENT LE PROJET « PAROLES DE SAGESSE » POUR REDÉCOUVRIR LES MANUSCRITS ANCIENS DU MALI



Du 1er au 17 octobre, se déroule l'évènement « Paroles de Sagesse, les manuscrits anciens du Mali ». Grâce à l'appui logistique et technique de la MINUSMA, et à travers son unité Environnement et Culture, les activités ont pu se tenir à Tombouctou, Gao et Djenné en plus de Bamako et Ségou. Le mardi 6 octobre dernier, le Chef de Bureau de la MINUSMA à Tombouctou, a accueilli l'Ambassadeur de France, M. Gilles Huberson, accompagné d'un représentant de l'Ambassade d'Allemagne, M. Joschka Mowitz, la représentante du Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies au Mali (PAM), Mme Sally Hadock, ainsi que de la directrice de l'Institut Français au Mali, Mme Corinne Micaelli-Mulholland.

La délégation s'est rendue sur place afin d'inaugurer les activités prévues dans la cité des 333 saints, destinées à promouvoir le contenu et la valeur des manuscrits séculaires, dont les plus anciens datent du XIII^{ème} siècle. Hôte

des conférences et d'une exposition, l'Institut des Hautes Etudes et de Recherches Islamiques Ahmed Baba (IHERI-AB) ouvert en 1973, abrite une grande variété de manuscrits dont la plupart sont en Arabe, y compris le saint Coran, et traitent de la philosophie, de l'astronomie, des sermons, des prières et d'autres domaines scientifiques.

Ces livres anciens de Tombouctou portent l'empreinte d'érudits de générations antérieures qui ont œuvré pour la paix et la résolution pacifique de nombreux conflits. La crise de 2012 a menacé la survie de ces précieux documents. Plusieurs bibliothèques, sites et monuments historiques du patrimoine malien, inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO, comme les mausolées du cimetière des Trois Saints, n'ont pas été épargnés. « Les occupants avaient envahi le Centre de l'Institut des Hautes Etudes et des Recherches Islamique Ahmed Baba. Les manuscrits

sont gardés ici dans une telle sécurité qu'ils n'ont pas pu accéder à la salle où on les conserve », a expliqué le Directeur général de l'IHERI-AB, Dr Abdel Kadri Idrissa Maiga. Toutefois, ce sont 4103 manuscrits du centre de recherche qui ont été détruits pendant l'occupation.

Cet évènement entend donc contribuer à la réappropriation d'une mémoire historique humaniste commune entre cultures arabe, nord et ouest africaine. L'objectif est de vulgariser le contenu de ces manuscrits anciens auprès de la population malienne et engager une réflexion sur les enseignements précieux qu'ils contiennent, notamment en matière de vivre-ensemble. Ce projet encourage aussi l'émergence d'une mobilisation coordonnée entre le gouvernement malien, les acteurs de la société civile et la mobilisation internationale autour des opérations de sauvegarde de ce patrimoine.

LES MANUSCRITS DE TOMBOUCTOU : UN OUTIL DE RÉOLUTION DE CONFLIT

Cet évènement est un projet sélectionné par le Fonds culturel franco-allemand 2015 et a bénéficié du soutien de diverses institutions et organisations internationales telles que l'ambassade de la République Fédérale d'Allemagne, l'Institut Français du Mali, l'UNESCO, la MINUSMA, l'Institut Goethe, la Confédération Suisse, pour ne citer que celles-là. Riche en messages de sagesse, de paix, de réconciliation et de cohésion sociale la manifestation culturelle se déroule sous le parrainage du Ministère de la Culture, de l'Artisanat et du Tourisme, de celui de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, ainsi que du Ministère de la réconciliation nationale. La présence concomitante de l'ambassadeur de France et du représentant de l'Allemagne au lancement de ce festival à Tombouctou, témoigne de l'intérêt et de l'engagement de la communauté internationale pour aider le Mali à continuer à conserver ce patrimoine culturel dont elle n'est pas la seule propriétaire, puisqu'il est l'héritage de l'humanité.

M. Huberson a salué le courage des familles tombouctiennes qui, au plus fort de la crise et de l'occupation, ont pris le risque et fourni l'effort de garder en lieu sûr ces documents. « La France a un intérêt tout particulier dans la ville mystérieuse de Tombouctou qui a su protéger les manuscrits anciens. Ces derniers font aujourd'hui la fierté des maliens en général et celle de la communauté internationale en particulier de la République Française », a-t-il déclaré.

Au cœur de cet évènement « Paroles de Sagesse »,

plusieurs conférences-débats animés par des chercheurs et des spécialistes des manuscrits anciens de Tombouctou. Des sujets passionnants et émaillés de messages de paix ont été traités et les questions liées aux moyens de sauvegarde de cet héritage, ont largement été exposés. Les enjeux juridiques de la conservation des manuscrits, leur exploitation pour la recherche et l'enseignement, leur utilisation comme outil de règlement pacifique de conflit ou encore les enseignements qui y sont contenus et relatifs à la tolérance en islam, tels sont quelques-uns des autres sujets également analysés.

Un passage dans la salle de conservation des manuscrits au Centre Ahmed Baba a émerveillé les hautes personnalités, qui ont découvert la variété des thèmes développés dans ces œuvres. Médecine, diplomatie ou encore résolution pacifique de conflits. L'exposition s'est poursuivie jusque dans la soirée où des jeunes et des notables de la communauté, hommes et femmes, ont fait le déplacement pour renouer avec ces trésors inestimables dont ils partagent l'histoire.

Sous l'escorte des forces de sécurité malienne et des casques bleus de la MINUSMA, la place Sankoré, scène par excellence des manifestations culturelles, a accueilli une foule de jeunes et quelques adultes venus visionner le film de Jean Crépu « Sur la piste des manuscrits de Tombouctou », sorti en 2014.

« Paroles de sagesse » s'est ensuite fait entendre à Djenné dans la région de Mopti, le 8 ; à Ségou et Gao, les 11 et 12 octobre. La cérémonie de clôture du projet aura lieu le 17 octobre à Bamako.



LA MINUSMA DOTE LE VILLAGE DE KANI-COGOUNA D'UNE ADDUCTION D'EAU POTABLE



Ce mercredi 14 octobre 2015 a eu lieu, dans une ambiance festive et chaleureuse au rythme de la danse folklorique du pays dogon, la cérémonie d'inauguration de l'adduction d'eau du village de KANI-COGOUNA, qui compte près de 3500 habitants et qui est le chef-lieu de la Commune de WADOUBA, cercle de Bandiagara situé à environ 100 km de Mopti.

C'est pleins de joie que des centaines d'habitants sont venus assister à cette cérémonie de remise qui s'est déroulée sur la place publique du village, sous la présidence du sous-préfet, M. Arouna DEMBELE et en présence de Mamadou KANAMBAYE, Maire de la Commune, de la Cheffe du Bureau de la MINUSMA, Mme Melanie HAUENSTEIN, ainsi que des conseillers communaux, des notabilités de la commune et des représentants des organisations de la société civile locale.

Cette infrastructure de desserte d'eau potable offerte au village de KANI-COGOUNA, permettra de réduire de façon significative la propagation des maladies telles que les diarrhées, la fièvre typhoïde ou encore la dysenterie, liées à la consommation d'eau non potable. Elle permettra également de soulager les centaines de femmes du village qui auparavant, passaient des heures à rechercher de l'eau au seul puits que compte le village, puis à la transporter dans des conditions très pénibles conduisant le plus souvent à sa souillure. De plus, en réduisant le temps passé à la recherche et à l'exhaure de l'eau, un tel aménagement peut avoir un effet positif considérable sur la scolarisation des filles et leur maintien à l'école. La représentante du comité de gestion témoigne : « avant cet ouvrage nous passions des heures et des heures à transporter l'eau du puits à nos familles sur de longues distances et c'était une énorme perte de temps. De plus, les maladies étaient courantes dans les familles. Avec l'installation de ces bornes fontaines, nous avons de l'eau potable juste à nos portes. Les mots me manquent pour remercier la MINUSMA. »

Ce projet à impact rapide qui a été financé à 100% par la MINUSMA, pour un coût total de 23 610 200 FCFA, a été initié par la Mairie de la Commune rurale de WADOUBA et parrainé par la représentation de la Division des Affaires civiles de la MINUSMA à Mopti.

Les travaux à proprement dit ont concerné la fourniture d'un nouveau château d'eau métallique d'une capacité de 20 m3 soit 20 000 litres d'eau ; la fourniture d'une pompe immergée, d'une puissance utile de 1,15 kW ; l'installation de panneaux solaires pour alimenter la pompe ; ainsi que plusieurs travaux de raccordement au réseau d'adduction d'eau qui approvisionnent les trois fontaines desservant l'ensemble des quartiers du village.

« Je manque de mots justes pour exprimer ma joie et toute ma reconnaissance associées à celle de la population que vous voyez joyeuse. Avec la réalisation de ce projet, nous populations de WADOUBA, en l'occurrence les femmes et les enfants, sommes sauvés de corvées et de longues files d'attente. Je ne peux taire l'aspect santé de cette adduction d'eau car la consommation d'eau non potable est préjudiciable à la santé avec les maladies liées à l'eau. Ce projet est le couronnement d'un long, mais agréable processus d'échange et de travail avec l'Equipe de la Division des Affaires Civiles de la MINUSMA de Mopti » a déclaré dans son discours, Mamadou KANAMBAYE, Maire de la Commune de WADOUBA.

Que ce soit dans la région de Mopti mais aussi dans celles de Gao, Tombouctou, Kidal ou encore dans le district de Bamako, de nombreux Projets à impact rapide (QIPs) verront bientôt le jour. En effet, la résolution 2227 (2015) qui renouvelle le mandat de la MINUSMA, enjoint la Mission à augmenter de façon substantielle la conduite de ces projets qui sont en fait, les représentations les plus palpables de ce que l'on appelle les « dividendes de la paix ».

TOMBOUCTOU : UN PROJET À IMPACT RAPIDE POUR RENFORCER LA DIRECTION RÉGIONALE DE LA POLICE MALIENNE



Le Commissaire de la Police des Nations Unies, UNPOL/MINUSMA, M. Abdounasir Awalé, a inauguré le 15 octobre 2015, le projet à impact rapide de réhabilitation et d'équipement de la Direction régionale de la Police malienne à Tombouctou. La cérémonie a eu lieu en présence des chefs des différents corps des Forces de sécurité malienne dans la zone, des membres de la société civile, du Chef du Bureau de la MINUSMA par intérim, ainsi que de la presse locale.

«Après l'occupation, la Police a signé son retour le 25 avril 2013 à Tombouctou, où le bâtiment du Commissariat de Police était délabré, dépourvu d'équipements», a rappelé le Commissaire de Police, également Directeur par intérim de la Police Nationale dans la Cité des 333

Saints, Faganda Kéran Sissoko dans son allocution.

Ce projet à impact rapide (QIP) vient donc renforcer les capacités opérationnelles de la Direction régionale de la Police malienne à travers la réhabilitation, l'équipement en matériels de bureau et en engins à deux roues. Il est financé par la MINUSMA, à hauteur de près de 27 000 000 FCFA. Ce QIP rentre également dans le cadre de l'initiative du rétablissement de la chaîne pénale à Tombouctou, en coordination avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

En réalité, il s'agit de deux projets en un. En effet, à la fin des travaux de réhabilitation démarrés en 2014, la MINUSMA a constaté une insuffisance

dans l'étanchéité du bâtiment. Pour pallier à ce problème, la composante UNPOL a initié un autre projet d'amélioration des travaux précédents et, par la même occasion, d'équipement du commissariat.

Le lot de matériels fournit par la MINUSMA comprend 10 motocyclettes, plusieurs ordinateurs de bureau, des imprimantes, des photocopieuses, des scanners, des armoires, des bureaux, des chaises demi-ministre, deux coffres forts de 100 kg chacun, une vingtaine de chaises pour les visiteurs, autant de chaises de bureau, plusieurs onduleurs et deux télécopieurs. Toutefois, le Commissaire de Police, Faganda Kéran Sissoko a souligné qu'« en dehors du renforcement des capacités opérationnelles, le partenariat

entre la MINUSMA et les Forces de sécurité malienne a obtenu beaucoup de succès dans divers domaines tels que l'appui, la formation professionnelle, la collocation et les patrouilles conjointes nocturnes et diurnes ».

Pour sa part, le Commissaire de Police des Nations Unies, M. Awale Abounasir, a renouvelé l'engagement et la disponibilité de la composante police de la MINUSMA à accompagner davantage la Police et la Gendarmerie locale dans la sécurisation des populations civiles. Pour lui, ce projet est une ouverture des voies et moyens pour accentuer la présence de la Police sur le terrain. « Nous avons mobilisé des centaines d'hommes pour faire des patrouilles de nuit comme de jour. Nous sommes en train de travailler pour vous doter

de plus de mobilité afin de mieux vous appuyer dans le travail que vous faites sur le terrain », a-t-il déclaré. Par ailleurs, il a fait savoir que des policiers des Nations Unies, au niveau régional, serviront de guide à leurs collaborateurs maliens pour le perfectionnement dans l'utilisation des matériels mis à disposition.

De son côté, le Gouverneur de la région, M. Adama Kansaye, n'a pas manqué de relever les péripéties de l'administration et des Forces de sécurité maliennes, en reprenant service suite à la crise de 2012 qui les a dépossédés de tout. Il a exprimé sa reconnaissance envers la MINUSMA parce que, dit-il : « l'accompagnement des Nations Unies ne s'arrête pas à l'aspect sécuritaire mais il est aussi

présent dans le développement et la dotation de moyens pour l'efficacité des services publics ». Il a, en outre, témoigné de la franche collaboration qui existe au niveau régional, entre l'administration malienne et la MINUSMA.

A la fin de la cérémonie, les officiels des Forces de sécurité maliennes, de la MINUSMA et les autres participants ont visité les locaux, fraîchement rénovés, de la Direction régionale de la Police par ce projet à impact rapide. M. Abdounasir Awalé, Commissaire de Police des Nations Unies au Mali, a symboliquement remis la clé d'une des motos, ainsi que le reste des matériels au Gouverneur de la Région qui, lui-même a fait la passation au Directeur par intérim de la Police malienne.



UNE RÉALISATION SUPPLÉMENTAIRE MINUSMA : LA MAISON D'ARRÊT DE DOUENTZA RÉHABILITÉE ET ÉQUIPÉE !



Jeudi dernier, la représentation régionale de la section des Affaires Judiciaires et Pénitentiaires de la MINUSMA, la Direction Régionale de l'Administration Pénitentiaire et de l'Education Surveillée de Mopti (DRAPES) et les autorités locales de Douentza ont procédé à l'inauguration officielle du projet MINUSMA de la réhabilitation et de l'équipement de la prison de Douentza.

Ce projet de réhabilitation de la maison d'arrêt de Douentza est né suite à la demande des autorités pénitentiaires maliennes et au constat des visites de terrain effectuées par la Section des Affaires Judiciaires et Pénitentiaires de la MINUSMA/ Mopti.

A travers cette remise en état de

la prison de Douentza, l'objectif est de faciliter le retour de l'état de droit dans la région et de participer à la lutte contre l'impunité ; promouvoir la reprise du travail du personnel pénitentiaire et améliorer les conditions de détention des détenus afin de rendre la prison conforme aux normes internationales des droits humains en vigueur en la matière.

D'un montant total de près de 22 500 000 FCFA, entièrement financé par la MINUSMA, en plus du renforcement du bâtiment de la prison, et de l'équipement du bureau du régisseur en ordinateur, imprimante et mobiliers, le projet a fourni une moto-ambulance pour le transport des détenus malades au centre de santé et un moulin pour le broyage des aliments ainsi que du matériel

de fouille qui permettra d'éviter désormais de soumettre les détenus à l'épreuve humiliante de la fouille par le déshabillage systématique. Deux hangars ont également été construits et dotés de chaises pour accueillir les familles et les proches des détenus lors des visites.

La cérémonie d'inauguration était coprésidée par le Chef du bureau régional de la MINUSMA, Mme Melanie Hauenstein et Monsieur Hamidou Mohamed, l'adjoint au préfet du Cercle de Douentza. Etaient également présent M. Cheick Oumar Coulibaly, Directeur Régional de l'Administration Pénitentiaire et de l'Education Surveillée de Mopti ; le président du Conseil de Cercle de Douentza ; le Maire de la Commune ; le président du bureau local de l'AMDH, le personnel de la Maison

d'arrêt ainsi que l'entrepreneur chargé de la réalisation des travaux.

Selon Monsieur Nasser ZAKR, le responsable de la Section des Affaires Judiciaires et Pénitentiaires de la MINUSMA à Mopti, « la prison de Douentza se trouvait dans un état de délabrement alarmant ! Par exemple la clôture était trop faible et posait des risques de sécurité ; La prison n'avait pas de tours de guet, aucune zone de recherche, pas de parloir et pas de cuisine ; les toilettes étaient inexistantes...La maison d'arrêt avait été détruite par les djihadistes lors de l'occupation. C'est pour toutes ces raisons que nous avons décidé de prendre en charge ce projet ».

« Mon allocution est une

allocution de remerciement car, tout le monde savait dans quelles conditions se trouvait la prison de Douentza avant sa rénovation. Aujourd'hui c'est comme une maison d'arrêt flambant neuve que nous recevons. C'est le lieu de remercier, au nom du Directeur National de l'Administration Pénitentiaire et de l'Education Surveillée, du personnel de l'Administration Pénitentiaire et en mon nom propre, la MINUSMA. Et nous les invitons toujours à nous accompagner dans le sens de l'amélioration des conditions de détention, » a déclaré M. Cheick Oumar Coulibaly, Directeur Régional de l'Administration Pénitentiaire et de l'Education Surveillée de Mopti et représentant les bénéficiaires direct dudit projet.

Le Préfet a témoigné de « toute la

reconnaissance de l'Etat du Mali à l'endroit de la MINUSMA et toute la communauté internationale pour leur engagement sans faille dans la stabilisation du pays. » Tout comme le Préfet, le Maire a exprimé la reconnaissance de toute la population pour ce geste qui, renforce la quiétude et la sérénité au sein de la communauté car pour lui : « réhabiliter une prison, c'est non seulement sécuriser la population mais, c'est aussi sauver la vie des personnes qui y sont détenues ». La chef de bureau de la MINUSMA a quant à elle, a rassuré les autorités de l'appui de la MINUSMA non seulement dans la consolidation du système judiciaire et pénitentiaire mais dans bien d'autres domaines conformément à son mandat.

LES VIOLENCES SEXUELLES BASÉES SUR LE GENRE : UNE PRÉOCCUPATION MAJEURE DE LA MINUSMA



Au moment où le Mali explore les voies de sortie de crise, le Bureau de la Conseillère Principale pour la Protection des Femmes (BCPPF) de la MINUSMA a organisé les 5, 6, 14 et 15 octobre 2015 deux ateliers. L'un sur initiative et à l'attention du réseau des jeunes leaders politique et de la société civile et l'autre, à l'endroit des sous-officiers des forces de défense et de sécurité (y compris de la justice militaire, de la gendarmerie et de la garde nationale). Objectif de ces rencontres : fournir des connaissances pratiques, sur ce que sont les violences sexuelles basées sur le genre et liées au conflit. Au cours de ces deux sessions de deux jours chacune les participants ont vu comment lutter contre ces graves violations des droits de l'Homme, comment les prévenir, les traiter et en réduire les effets dévastateurs.

Trentenaire, affable et engagée pour la défense de ses convictions, Mme Djilali Habibou Nanyuman Traoré, est la Présidente du Réseau des Jeunes Femmes Leaders des Partis Politiques et des Associations de la Société Civile REJEFFPO. Elle est l'une des initiatrices principales de cette session de formation à l'endroit d'une quarantaine de jeunes, femmes et hommes, issus des organisations de la société civile mais également des partis politiques. Une initiative qu'il fallait prendre compte tenu du déficit d'information qu'il y a sur le sujet. Parce que, dit-elle et prenant exemple sur elle-même : « Je savais qu'il y avait des problématiques liées à la violence basée sur le genre mais en voir l'étendue de cette manière, c'est ici, à la formation que je l'ai découvert autrement, surtout le cas malien. ».

Ainsi, pour pallier le déficit, le premier jour, les formateurs du bureau de la protection des femmes ont exposé à la quarantaine de jeunes leaders maliens présents, les grandes lignes des concepts « de violations graves des droits de l'homme au regard du droit international humanitaire » ; « de violations faites aux enfants ». Au cours de cette session, ils ont également expliqué aux participants le mandat de la MINUSMA et la définition de la violence sexuelle ainsi que la définition de la violence sexuelle liée au conflit et l'appropriation de ce concept. La première journée s'est terminée sur un point relatif à la situation sur la violence sexuelle liée au conflit au Mali.

Si la première journée devait permettre aux participants

d'identifier les différents principes et concepts, la seconde avait pour but de leur permettre de comprendre comment l'ONU, à travers la MINUSMA et son unité de protection des femmes, lutte contre ces violences et, par extension, comment eux-mêmes pouvaient apporter leur concours à cette cause. Ainsi, le mandat spécifique de l'unité fut abordé. L'orientation stratégique et l'intégration des Violences Sexuelles liées aux Conflits au sein de la MINUSMA ou encore les mécanismes comme « les Arrangements pour le Suivi, l'Analyse et la Communication de l'information sur les violences sexuelles liées au conflit (MARA) » furent également passés en revue.

Pour le Directeur de la Division des droits de l'Homme de la MINUSMA et Représentant du Haut-Commissaire des droits de l'Homme de l'ONU, M. Guillaume Ngefa, cet atelier n'est pas qu'une rencontre à sens unique, c'est aussi et surtout une : « opportunité d'engager un dialogue critique, sur un sujet pertinent, avec les jeunes leaders et responsables de la société civile malienne », a-t-il précisé, dans son allocution, lors de la cérémonie d'ouverture.

Fort de ce nouveau bagage et de leurs positions et rôles dans la société, les jeunes leaders sont désormais en mesure d'agir. Et agir ensemble, c'est ce qu'ils ont décidé de faire à l'issue de cette rencontre qu'unaniment, ils ont qualifié d'enrichissante. « La MINUSMA nous a formé. Nous nous sommes donc demandé ce que nous pouvons faire de plus après la MINUSMA ? C'est cette

réflexion que nous avons menée et qui a abouti à la mise en place d'un comité de suivi afin de travailler en synergie, pour que nous puissions aider ces femmes victimes à se réinsérer dans la société », a déclaré à l'issue de l'atelier l'un des participants, Adama Berthé, représentant le Réseau des Jeunes des Partis Politiques du Mali. Une initiative qui doit permettre à ces forces vives de la nation de jouer pleinement leur partition dans la réduction de ces crimes sexuels et de leurs effets.

Les femmes ont été les plus grandes victimes de la crise politico-sécuritaire qui secoue le Mali et particulièrement dans les zones du nord. Les viols et l'application stricte de la charia sur de paisibles populations vont certainement laisser des séquelles définitives dont la prise en charge s'avère nécessaire.

EN PREMIÈRE LIGNE DANS LA DÉFENSE DES VICTIMES, LES FORCES DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ SONT AUSSI VENUES À L'ÉCOLE DE LA PROTECTION DES FEMMES

C'est à l'école de Maintien de la Paix Alioune B. Beye, un environnement qui leur est familier, que les 30 officiers de la Gendarmerie Nationale ont reçu l'équipe du bureau de la Conseillère Principale à la Protection des Femmes de la MINUSMA. Du mercredi 14 au jeudi 15 (inclus), ces adjudants chef pour la plus part, se sont eux aussi penchés sur les violences sexuelles basées sur le genre et liées au conflit. Pour ces représentants de la loi et de la sécurité, déjà au fait de ce grave type de violences, il s'agissait plutôt de renforcer leurs compétences dans le



domaine de l'accueil et de l'orientation des Victimes de Violences Sexuelles. Bien sûr, à titre de rappel, une large fenêtre a été ouverte sur l'élucidation du concept de violences sexuelles basées sur le genre et liées au conflit, avant d'entrer dans le vif du sujet. Une mise à jour d'une grande utilité, si l'on en croit l'adjudant-chef Salimata Sylla de la Direction Centrale des Services de Santé des Armées, qui salue cette initiative car, dit-elle : « Vraiment, avant de suivre cette formation, je n'avais aucune idée sur les violences sexuelles liées au conflit. Parce que pour moi, c'est impossible qu'en pleine guerre vous pensiez au sexe. C'est à travers cette formation que je me suis rendue compte du phénomène et de son ampleur ». Un autre participant, l'adjudant-chef Madani Diabaté de la Brigade territoriale de Sangarébougou, en commune I de Bamako, revient sur la notion de violence sexuelle liée au conflit qui lui a été détaillée et explicitée : « lors de la formation, j'ai appris qu'une violence sexuelle liée au conflit n'intervient pas seulement sur les lieux et au moment du conflit. Elle peut arriver avant ou après. Par exemple, une déplacée de guerre qui fuit Gao pour Kayes et qui s'y fait violer, est considérée comme une victime de violence sexuelle liée au conflit. »

Cette formation d'un total de 16 heures, est basée sur une méthodologie participative alliant des présentations par vidéo projection, des scénarios et des études de cas, des exercices pratiques, des travaux de groupes et des restitutions en plénière. En fin de session, une documentation détaillée sur tous les sujets abordés lors de l'atelier est remise à tous les participants.

Pour le bureau de la Protection des Femmes de la MINUSMA, l'objectif d'une telle activité est double, elle doit permettre aux bénéficiaires (sous-officiers) de mieux gérer des situations relatives aux violences sexuelles liées au conflit, en accueillant et en orientant correctement les Victimes de Violences Sexuelles mais aussi, plus largement, de

jouer un rôle important de diffusion des standards internationaux en matière de protection des civils en période de conflit armé.

Une fois la formation terminée, une autre tâche incombe aux officiers participants : « En quittant cette formation, de retour dans mon lieu d'affectation, je devrais la transmettre à mes collègues qui eux aussi la transmettront à d'autres ».

La clôture officielle de l'atelier, au cours de laquelle ont été décernés des diplômes de participation aux militaires, a vu la participation du tout nouveau Représentant Spécial Adjoint de la MINUSMA en charge du pilier politique, M. Koen Davidse. Pour M. Davidse, « la MINUSMA se tiendra toujours prête à poursuivre ses efforts avec le Gouvernement Malien afin d'arriver à l'avènement d'un Mali paisible, uni et fort ». En réponse, le représentant du Ministre de la Défense, Le Lieutenant-Colonel Amara Doumbia, le Directeur Adjoint du Service Social des Armées, ont remercié la MINUSMA à travers les efforts fournis par l'équipe du Bureau de la Conseillère Principale pour la Protection des Femmes puis, s'est adressé aux sous-officiers présents : « Après ces deux jours d'atelier au cours desquels vous avez acquis de nouvelles connaissances en matière d'accueil et d'orientation des victimes de violences sexuelles liées au conflit, Je n'aurais aucun doute que vous serez les acteurs les mieux outillés pour sa mise en œuvre partout où vous serez », a-t-il déclaré.

La réduction des violences sexuelles liées au conflit et la prise en charge des victimes, sont au même titre que d'autres, des conditions importantes pour un retour à une paix et une stabilité durable au Mali. Un paramètre essentiel, non seulement pour les victimes elles-mêmes mais aussi, pour celles et ceux censés leur venir en aide. Ces rencontres auront donc permis de constater que cette épineuse question des Violences Sexuelles est la préoccupation de tous.



EN CAS DE BESOIN, DE SIGNALEMENTS RELATIFS AUX VIOLENCES SEXUELLES, VOUS POUVEZ CONTACTER CES NUMÉROS VERTS :

80333 gérée par la Police Nationale mais joignable que par MALITEL ;
80001115 gérée par la Police Nationale ;
80001114 gérée par la Gendarmerie.

L'UNPOL ET LA POLICE NATIONALE MALIENNE À TOMBOUCTOU MÈNENT UNE PATROUILLE CONJOINTE ET NOCTURNE DE HAUT NIVEAU



En visite à Tombouctou, les 15 et 16 octobre derniers, le Commissaire de la Police des Nations Unies UNPOL, le Général Abdounasir Awale, accompagné du Commissaire de Police de Tombouctou, M. Faganda Keran Sissoko, du Commandant régional d'UNPOL à Tombouctou, le Colonel Sami Cherif, a conduit une patrouille conjointe nocturne.

Cette action de sécurisation conjointement menée par UNPOL et la Police nationale malienne, vise à « montrer notre grand intérêt pour la sécurisation de la ville de Tombouctou mais aussi, l'appui que nous apportons pour aider la Police malienne à mieux sécuriser les populations », a déclaré le Commissaire d'UNPOL.

Les temps forts de cette patrouille nocturne furent les différentes causeries avec des jeunes, des femmes, mais également des chefs et d'autres notabilités dans les différents quartiers sillonnés. M. Awalé en a profité pour s'enquérir, auprès d'eux, des préoccupations majeures

liées à la sécurité. « Nous avons rencontré diverses couches de la population dont la disponibilité m'a marqué. Tous ont été unanimes sur la nécessité de la présence régulière et visible de la Police malienne sur le terrain », a déclaré le responsable de la Police des Nations Unies.

Cette action conjointe des deux polices, fait suite à l'inauguration, le 15 octobre dernier, d'un projet à impact rapide (en anglais QIP) qui a réhabilité et équipé, en matériels de bureau et d'Informatique, la Direction régionale de la Police à Tombouctou. Un projet QIP financé par la Mission onusienne à hauteur de près de 27 000 000 FCFA.

Interview à écouter du Commissaire de la Police des Nations Unies UNPOL, le Général Abdounasir Awale : https://minusma.unmissions.org/sites/default/files/fc_patrouille_a_tbtu.mp3

LA MINUSMA EXPLIQUE SA MISSION AUX LYCÉENS DE MOPTI



« Pourquoi les attaques continuent alors que la MINUSMA est présente ? Pourquoi il n'y a pas de Casques bleus malien à la MINUSMA ? Pourquoi la MINUSMA ne sécurise-t-elle pas toutes les régions du Mali ?... Ce ne sont que quelques-unes des questions posées par les élèves et enseignants du Lycée Nelson Mandela et du Lycée Moderne de Sévaré (région de Mopti), aux membres de l'équipe de l'unité « Outreach » du service Communication de la MINUSMA, les 13 et 14 octobre 2015.

Lors de chacune de ces deux rencontres, c'est après l'exposé et l'explication détaillée du mandat et du travail des Casques bleus de la MINUSMA, que les élèves et le corps professoral ont posé des questions et fait part de leurs interrogations.

Accompagnée du représentant de la section des droits de l'Homme, l'équipe de l'unité Outreach, a pu éclairer l'assistance.

Ainsi, lorsque Mahamane Touré, élève de terminale sciences économiques au lycée Nelson Mandela a déclaré : « Je pensais que la MINUSMA était au Mali pour combattre les terroristes, car c'est ce qu'on m'avait dit... » Après un retour sur le mandat et en rappelant certains faits, l'équipe de la MINUSMA a su lever l'équivoque à telle enseigne que Mahamane finira par dire : « ... A présent que je suis bien informé, je transmettrai la bonne information partout où j'irai ! »

Les séances ont donc porté leurs fruits : permettre aux

uns et aux autres d'en savoir plus et surtout de mieux comprendre le rôle de la Mission des Nations Unies. En témoignent les confidences du Proviseur du Lycée Moderne : « En tant qu'adulte j'étais très mal informé, raison pour laquelle je n'aimais pas du tout la MINUSMA, mais à présent ses éclairages me permettront de mieux relayer la bonne information sur la Mission de l'ONU ». Le Proviseur du lycée N. Mandela, a précisé aux élèves que : « Pour que la paix et la sécurité soient une réalité au Mali, il faut la bonne implication de chaque citoyen malien, et pas seulement celle de la MINUSMA ».

« Les activités de sensibilisations sur le mandat de la MINUSMA au profit des communautés maliennes sont très importantes pour la Mission car elles permettent aux populations d'avoir une bonne compréhension des missions que nous a confiées le Conseil de sécurité des Nations unies et donc notre travail au quotidien. Ces activités nous permettent également d'avoir une idée sur ce que pensent les populations, ce qui nous conduit à mieux orienter notre communication afin qu'elles nous comprennent mieux », a déclaré le représentant de l'information publique de la MINUSMA à Mopti.

Ces séances d'explication ont déjà eu lieu tous les jours dans toutes les régions du Mali et se répèteront à de nombreuses autres reprises. De l'avis de tous les participants dans chacun des lycées visités, cette action de sensibilisation doit être rééditée dans les autres écoles de Mopti et de sa région mais également, auprès des membres des différentes communautés de la Région.

COMMUNIQUÉ DE L'EXPERT INDÉPENDANT SUR LES DROITS DE L'HOMME AU MALI

MALI : L'EXPERT INDÉPENDANT RÉCLAME LE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME AU MALI



BAMAKO / GENEVE – Au terme de sa cinquième visite dans le pays du 10 au 19 octobre, Suliman Baldo, l'Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme au Mali, a noté des évolutions positives, tout en soulignant que de nombreux défis demeurent pour obtenir le plein respect des droits de l'homme.

« L'Accord pour la paix et la réconciliation et la prolongation du mandat de la MINUSMA sont autant de signes encourageants. J'appelle les diverses parties à saisir cette opportunité pour établir une paix durable, dans le respect des droits de chacun », a déclaré M. Baldo.

M. Baldo a toutefois souligné que des défis importants restaient à surmonter, à savoir :

Les récentes violations de l'accord de paix et des cessez-le-feu par les mouvements politico-militaires signataires de l'accord ont entraîné des abus des droits de l'homme.

Les attaques terroristes sont en hausse dans le nord et s'étendent progressivement vers le centre et le sud du pays, visant en particulier les forces de sécurité maliennes, la MINUSMA, les acteurs humanitaires et les transports civils de passagers et de commerce.

Le trafic international de drogue, les crimes économiques transnationaux et les réseaux de trafics locaux attisent les violences et les conflits.

Certains groupes ont, depuis le début de l'année, recours à des motifs extrémistes pour justifier leurs attaques contre des représentants de l'Etat et la présence internationale, et utilisent la marginalisation socioéconomique de leur région pour recruter des jeunes.

Le banditisme aggrave les souffrances des populations et entrave le travail humanitaire.

Les conditions de vie des populations se dégradent,

avec une pénurie d'eau potable et de soins de santé ainsi qu'une crise alimentaire grave dans plusieurs régions.

« La situation sécuritaire précaire crée un environnement favorable à la multiplication des violations graves des droits les plus fondamentaux, notamment dans les zones affectées par le conflit », a déploré M. Baldo.

Il a condamné toutes les attaques contre les civils, les humanitaires et les officiers de maintien de la paix et demandé à ce que leurs auteurs et instigateurs soient punis.

M. Baldo a salué les efforts entrepris par le Gouvernement malien pour améliorer la protection des droits fondamentaux de ses citoyens mais a exprimé « de vives préoccupations en vue de la lenteur de procédures mises en place pour traiter des crimes de guerre, violations et abus des droits de l'homme perpétrés dans le nord du pays depuis 2012 et dans le contexte de la lutte contre le terrorisme international. »

M. Baldo a demandé à ce que les droits des victimes à la vérité et aux réparations soient réalisés et des garanties de non répétition obtenues.

Il s'est félicité de la signature de l'Accord de réconciliation intercommunautaire le 16 octobre à Anéfis, qui est « porteur de promesses pour le nord », a-t-il dit.

« Lors de mes rencontres avec la société civile, notamment avec des groupes de femmes et de jeunes, j'ai constaté une approbation globale du processus de paix mais aussi le besoin d'une plus grande participation, notamment de la part des femmes. Une telle participation facilitera l'intégration des besoins et des préoccupations de tous », a noté M. Baldo.

Soulignant l'importance de la prochaine conférence pour le Développement du Mali, l'expert a conclu sa visite par un appel à la communauté internationale à renforcer sa coopération technique et l'appui financier au Mali.

Au cours de sa visite, M. Baldo a rencontré le Président, des membres du Gouvernement malien, des représentants de la société civile, y compris des associations de victimes, des représentants des mouvements armés signataires de l'Accord de paix, ainsi que des membres du corps diplomatique et des Nations Unies.

L'Expert indépendant présentera un rapport sur la situation des droits de l'homme au Mali au Conseil des droits de l'homme en mars 2016.

ENBREF

16 OCTOBRE

Réunion d'information et d'échange entre le RSSG M. Mongi Hamdi et le ministre malien de l'action humanitaire de la solidarité et de la reconstruction du Nord M. Hamadou Konaté



COMMUNIQUÉS

15 OCTOBRE : LA MINUSMA SE FÉLICITE DU DIALOGUE DIRECT ENTRE LA COORDINATION DES MOUVEMENTS DE L'AZAWAD ET LA PLATEFORME

La MINUSMA note avec satisfaction la série de rencontres tenues à Anéfis, du 4 au 14 octobre 2015, dans le cadre d'un dialogue direct et constructif, entre la Coordination des Mouvements de l'Azawad et la Plateforme.

La MINUSMA est encouragée par ce développement qui constitue une étape qualitative dans le processus de paix inter-malien. Cette avancée s'ajoute aux progrès qui ont été enregistrés depuis le parachèvement de la signature de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation Nationale au Mali, réaffirmant ainsi la marche résolue vers une paix durable et inclusive.

La MINUSMA félicite les dirigeants des deux parties pour la sagesse dont ils ont fait preuve en privilégiant la voix du dialogue. Elle les salue pour avoir honoré les engagements pris lors de la réunion qui a été initiée et organisée au quartier général de la MINUSMA le 23 septembre par le Représentant Spécial du Secrétaire Général et Chef de la MINUSMA, M. Mongi Hamdi, entre les dirigeants politiques et militaires des deux parties.

Lors de cette réunion, les deux parties s'étaient engagées à cesser immédiatement et effectivement les hostilités, les actes de provocation et à assurer la circulation sans entraves des civils non-armés et des biens. Les deux parties s'étaient aussi engagées à continuer le dialogue à Anéfis afin de résoudre tous les problèmes intercommunautaires par des moyens pacifiques.

De son côté, la CMA s'était engagée à reprendre sa participation aux travaux du Comité de Suivi de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation, de ses sous-comités et ceux de la Commission Technique de Sécurité.

La MINUSMA encourage les parties à persévérer sur la voie du dialogue dans le cadre prescrit par l'Accord de Paix et la Réconciliation Nationale au Mali et les dispositions pertinentes des résolutions du Conseil de Sécurité.



**Bamako
106.6**

MIKADO FM

La radio qu'on aime !

Bamako • Gao • Kidal • Mopti • Tombouctou



www.youtube.com/minusma



www.flickr.com/photos/minusma



twitter.com/UN_MINUSMA



<http://minusma.unmissions.org>



www.facebook.com/minusma

